



ASSEMBLÉE NATIONALE

15ème législature

Réforme des retraites

Question au Gouvernement n° 3197

Texte de la question

RÉFORME DES RETRAITES

M. le président. La parole est à M. Adrien Quatennens.

M. Adrien Quatennens. Monsieur le Premier ministre, c'est un Parlement une nouvelle fois abaissé qui se réunit aujourd'hui, mis à la disposition du Gouvernement, à sa convenance, dans une séance de questions exceptionnelle, alors que votre discours de politique générale n'aura lieu que la semaine prochaine. Par conséquent, nous ne savons pas qui, dans cette assemblée, vous accorde sa confiance ou ne vous l'accorde pas. (*Exclamations sur plusieurs bancs du groupe LaREM.*) Il est vrai que la cour n'a pas besoin de vous entendre pour vous applaudir, dès lors que le monarque vous a choisi !

M. Jean-Luc Mélenchon. Et voilà !

M. Adrien Quatennens. Nous savons que parmi vos intentions figure celle de remettre à l'ordre du jour la réforme des retraites que 70 % des Français rejettent et contre laquelle nous avons mené une rude bataille parlementaire, soldée par un lamentable recours à l'article 49, alinéa 3 de la Constitution. Soyez assuré, monsieur le Premier ministre, que vos intentions ne passeront pas inaperçues et que nous sommes prêts, s'il le faut, à mener une bataille plus rude encore !

Un député du groupe LaREM . Vous êtes les seuls !

M. Adrien Quatennens. Nous avons eu l'occasion de démontrer mille fois que, derrière les bonnes intentions affichées, se cachait un projet qui ne visait qu'à contraindre les Français à travailler toujours plus longtemps pour atteindre le même niveau de pension. En cela, il est contraire aux engagements présidentiels. Il prépare une rupture certaine avec le modèle solidaire par répartition, au bénéfice des assureurs et des banques. À l'heure où la France subit le choc d'une récession brutale, certains doivent se faire tout petits sur ces bancs, qui nous expliquaient qu'avec la même proportion de richesse nationale consacrée aux retraites, on pourrait servir toujours plus de retraités !

Alors que plus de sept cent mille jeunes entreront sur le marché du travail à la rentrée, dans un contexte de chômage accru, l'avenir n'est pas à travailler davantage...

M. Sylvain Maillard. Vous n'aimez pas le travail !

M. Adrien Quatennens. ...mais il est à travailler moins pour travailler mieux et travailler tous, afin d'atteindre le plein-emploi. À mesure que la productivité a augmenté, ce combat est devenu le fil rouge du mouvement ouvrier dans l'histoire, et nous n'y renoncerons jamais.

Monsieur le Premier ministre, alors que les syndicats vous disent non et que l'opposition parlementaire vous dit non, pourquoi vous entêter à déclarer une guerre sociale au pays ?

M. le président. La parole est à Mme la ministre du travail, de l'emploi et de l'insertion.

Mme Élisabeth Borne, ministre du travail, de l'emploi et de l'insertion. Je connais votre engagement en matière sociale, monsieur Quatennens. J'aurai à cœur de travailler avec l'ensemble des parlementaires et des partenaires sociaux, pour apporter des réponses concrètes à nos concitoyens.

La France traverse une crise sans précédent, et cette situation inédite devrait nous inciter à sortir des postures et des caricatures. (*Applaudissements sur plusieurs bancs des groupes LaREM et MODEM.*) Tout autant que vous, j'ai à cœur de conforter la protection sociale !

Le Président de la République et le Premier ministre ont exprimé leur volonté de s'appuyer sur l'ensemble des acteurs de la démocratie sociale, pour surmonter la crise...

M. Boris Vallaud. Vous l'avez déjà dit dix fois !

Mme Élisabeth Borne, ministre. ...pour aborder tous les sujets nécessaires et pour bâtir un système de protection juste et équitable, adapté aux enjeux du XXI^e siècle. Le système de retraite que vous défendez avec tant de vigueur est-il juste ?

M. Loïc Prud'homme. Oui !

Mme Élisabeth Borne, ministre. Non, et vous le savez ! Il est injuste pour les plus fragiles et il est injuste pour les femmes, dont les pensions sont inférieures de 40 % à celles des hommes. (*Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe LaREM.*)

M. Loïc Prud'homme. C'est faux ! Le taux de remplacement est plus élevé !

Mme Élisabeth Borne, ministre. Il n'est plus adapté aux parcours professionnels. C'est pourquoi, en responsabilité, nous devons engager une concertation avec l'ensemble des acteurs, pour atteindre une plus grande justice sociale.

M. Jean-Luc Mélenchon. Propagande !

Mme Élisabeth Borne, ministre. Aux côtés du Premier ministre, j'engagerai ce dialogue dès demain.

M. David Habib. Même Mme Pénicaud était plus claire !

Mme Élisabeth Borne, ministre. La tâche qui nous attend est immense, mais les bases sont solides, la méthode est posée et la volonté est là – et je sais qu'elle est largement partagée sur ces bancs. (*Mêmes mouvements.*)

Données clés

Auteur : [M. Adrien Quatennens](#)

Circonscription : Nord (1^{re} circonscription) - La France insoumise

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 3197

Rubrique : Retraites : généralités

Ministère interrogé : Travail, emploi et insertion

Ministère attributaire : Travail, emploi et insertion

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [9 juillet 2020](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [9 juillet 2020](#)